

La crise sanitaire que nous traversons sert de prétexte au gouvernement et au patronat pour poursuivre et amplifier leurs attaques contre les droits et les conquises des travailleurs qu'ils soient du privé, du public, retraités, jeunes ou privés d'emploi.

Le gouvernement et la finance détruisent :

- ▶ Les emplois et les salaires, les retraites, les revenus de remplacement et les minimas sociaux,
- ▶ Les Services Publics : l'Energie, la Santé, l'Education, La Poste, les Finances Publiques, le Social
- ▶ La Sécurité Sociale : à travers la réforme des retraites, le financement de la Sécurité Sociale, la réforme de l'assurance chômage
- ▶ Le tissu industriel et ses emplois induits

Pour la CGT, d'autres choix sont possibles, car de l'argent il y en a !!!

- ▶ 230 milliards d'euros d'argent public offerts au patronat (niches fiscales, CICE, pacte de compétitivité, exonérations de cotisations sociales,...)
- ▶ 60 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires,
- ▶ Suppression de l'ISF (20 milliards d'euros/an)

Le combat de toute la CGT contre les régressions appelle à porter de manière revendicative et dynamique nos propositions pour un véritable « **plan de rupture** » en capacité de créer des millions d'emplois avec de meilleurs salaires et ainsi permettre de faire cesser toute précarité, en pleine cohérence avec nos campagnes CGT.

L'Union départementale CGT de Vaucluse affirme que la colère des travailleurs, exprimée dans les grèves, est totalement légitime face à un gouvernement et un patronat qui n'agissent que pour le seul profit des actionnaires et des banquiers.

L'UD CGT Vaucluse appelle à se rassembler devant la Préfecture

Le mardi 22 Juin à 11H00

Afin d'exiger un réel plan de rupture en revendiquant :

- Une réduction du temps de travail avec le passage à 32H/semaine sans perte de salaire.
- Hausse immédiate du SMIC à 1 800€, augmentation générale des salaires, du point d'indice pour les fonctionnaires et des pensions dans la même proportion.
- Ré-indexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie.
- Développement de tous les services publics sur tous les territoires.
- Retour à la retraite pleine et entière à 60 ans et abandon de toute réforme de retraite par points.
- Abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail et la protection des salariés (Lois « Rebsamen », « El Khomri », ordonnances « Macron » ...).
- Interdiction des licenciements et des suppressions de postes.
- Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.
- Abrogation de la réforme chômage
- La réquisition et le développement de nos capacités industrielles pour répondre aux besoins de la population
- Une Sécurité Sociale financée par les cotisations sociales pour des prises en charges à 100%